



**Décision n° 18-DCC-140 du 16 août 2018
relative à la prise de contrôle conjoint d'actifs immobiliers par les
sociétés Bouygues Immobilier et Tikehau Capital**

L'Autorité de la concurrence,

Vu le dossier de notification adressé complet au service des concentrations le 24 juillet 2018, relatif à la prise de contrôle conjoint d'actifs immobiliers par les sociétés Bouygues Immobilier et Tikehau Capital, formalisée par une promesse synallagmatique de vente en date du 6 juin 2018 ;

Vu le livre IV du code de commerce relatif à la liberté des prix et de la concurrence, et notamment ses articles L. 430-1 à L. 430-7 ;

Adopte la décision suivante :

1. L'opération notifiée consiste en la prise de contrôle conjoint par les sociétés Bouygues Immobilier et Tikehau Capital d'un ensemble d'actifs immobiliers sis rue du Nouveau Bercy à Charenton-le-Pont (94). Elle constitue une concentration au sens de l'article L. 430-1 du code de commerce. Compte tenu des chiffres d'affaires réalisés par les entreprises concernées, l'opération ne relève pas de la compétence de l'Union européenne. En revanche, les seuils de contrôle mentionnés au I de l'article L. 430-2 du code de commerce sont franchis. La présente opération est donc soumise aux dispositions des articles L. 430-3 et suivants du code de commerce relatifs à la concentration économique.
2. Les marchés concernés par l'opération sont ceux des services immobiliers qui sont définis de manière constante par la pratique décisionnelle de l'Autorité de la concurrence.
3. Quelles que soient les segmentations retenues, les parts de marché cumulées des parties sont inférieures à 10 %.
4. Compte tenu des éléments du dossier et au vu notamment du point 384 des lignes directrices de l'Autorité de la concurrence relatives au contrôle des concentrations, l'opération n'est pas de nature à porter atteinte à la concurrence.

DÉCIDE

Article unique : L'opération notifiée sous le numéro 18-159 est autorisée.

Le vice-président,

Emmanuel Combe

© Autorité de la concurrence